

## **Petites foulées, admirable résistance**

À Alger, dans un premier temps, dans d'autres villes du pays par la suite, à l'instar d'Oran et de Béjaïa, des femmes ont marché ou se sont rassemblées pour dénoncer les violences physiques et verbales dont elles sont victimes parce qu'elles ont revendiqué leur droit à l'espace public. Un espace d'où les intolérants de tous bords veulent les exclure. La campagne misogyne orchestrée sur les réseaux sociaux au lendemain du premier footing de solidarité avec la jeune joggeuse Ryma, agressée alors qu'elle faisait son sport en solitaire, a dangereusement dérivé vers des appels au lynchage.

Des facebookeurs, lâches anonymes, pour la plupart, ont éructé leur fiel et leurs menaces sur leurs murs virtuels. Les plus acharnés d'entre eux ont appelé à asperger, comme au temps des polices islamiques qui ont préparé le lit au terrorisme ravageur des années 90, le visage et le corps des femmes d'acide, pensant ainsi générer chez elles le sentiment de peur qui les ferait se replier dans l'espace familial.

C'est, pour ces nervis en kamis ou en pantacourt, méconnaître les Algériennes et leur capacité de résistance.

Preuve en est, leur riposte, forte, digne et admirable. Leurs petites foulées à la promenade des Sablettes d'Alger, au bois de Canastel d'Oran et ailleurs sont autant de grands bonds sur le chemin de leur liberté.

Des foulées qui nous interpellent sinon sur notre lâcheté, en tout cas, sur notre indifférence face à la liberté qu'on veut leur confisquer, qui interpellent aussi mais surtout l'autorité de l'État, garant des libertés, qui observe sans dire mot. Sans réagir. Un silence et une inaction qui pourraient dénoter d'une attitude complaisante la violence de ces "pasdarans" d'un genre nouveau qui promettent l'enfer pour nos femmes. On restera convaincus de cette complaisance tant que l'on n'aura pas vu les autorités agir avec la rigueur de la loi contre ceux qui, par leur écrit ou leur verbe, participent à cette campagne de diabolisation de la femme, contre ceux coupables surtout d'appels au meurtre que la loi punit, faut-il le rappeler.

Dans un pays où l'égalité homme-femme n'est pas un slogan creux, une campagne de haine comme celle qui vise les femmes serait vite réprimandée.